

POUR 14



Bulletin de la section du Calvados
de la Fédération Syndicale Unitaire
<https://fsu14.fsu.fr/> - Tél : 02 31 86 29 33

Trimestriel - Jan-Fév-Mars 2025 - n° 151

Numéro de CCPAP : 0126 S 07616

Directrice de la publication : Laurence GUILLOUARD

Le numéro : 0,30 € - Abonnement : 20 €

Imprimerie spéciale FSU - 12 rue du colonel RÉMY, 14000 CAEN



COLOMBELLES CAEN MF PPDC

P4

LA POSTE
DISPENSE DE TIMBRAGE

Déposé le 28/02/2025

Sommaire

Page 2 :

Réunion
CGT-FSU 14

Page 3 :

Rentrée 2025
- suicides

Page 4 :

Grève
féministe

Page 5 :

EVARS -
Extrême
droite

Page 6 :

Caroline
Chevé -
Maison
commune
CGT-FSU

Le 11e congrès national de la FSU, tenu à Rennes du 3 au 7 février 2025, s'est déroulé dans un contexte inquiétant. Notre modèle social, pilier de solidarité et de progrès, est attaqué par des politiques néo-libérales, tandis que l'extrême droite gagne du terrain en France, en Europe et partout dans le monde notamment aux Etats-Unis, influençant l'agenda politique et exploitant les peurs.

En France, le gouvernement Bayrou maintient des choix budgétaires austéritaires, imposés à coup de 49.3, avec des conséquences désastreuses sur des secteurs comme la culture avec gel de la part collective du Pass culture et une prévisible contraction générale de l'activité.

Les mobilisations, notamment contre la réforme des retraites de 2023, ont montré leur efficacité en contraignant le gouvernement à rouvrir le débat. Le cadre contraint imposé à ces discussions par Bayrou reste néanmoins inacceptable. Il est inadmissible aussi que des discussions puissent porter sur les retraites des personnels de la fonction publique sans que la FSU soit conviée à ce « conclave. » La FSU réaffirme son opposition à la réforme des retraites de 2023 qui doit être abrogée.

La journée de grève du 5 décembre 2024 a démontré notre capacité à faire reculer le gouvernement, notamment sur les jours de carence. Mais le gel du point d'indice et la réduction à 90 % de la rémunération restent des attaques graves contre nos droits. La logique de marchandisation des services publics et l'affaiblissement du statut des fonctionnaires persistent.

(suite page 2)

Nous sommes à un moment décisif. Les défis sont immenses : crise climatique, austérité, attaques contre nos droits. Le congrès a été l'occasion de réactualiser nos mandats.

Face à ces défis, la FSU doit plus que jamais défendre un projet de société fondé sur l'égalité, la solidarité et la qualité du service public. La montée de l'extrême droite et les divisions au sein de la gauche accentuent l'urgence de mobilisations unitaires et combatives. Le projet de maison commune avec la CGT s'inscrit en ce sens.

La journée du 8 mars 2025 sera une mobilisation importante à l'issue des congés d'hiver. La FSU appelle tous les personnels actif·ves et retraité·es, à s'engager dans la grève unitaire féministe et à participer à la manifestation prévue à Caen. Les revendications féministes sont un enjeu démocratique majeur et un facteur essentiel de progrès social.

Jérôme Adell.

La FSU défend toutes celles et ceux qui font le service public

Réunion CGT-FSU du Calvados du 21 novembre 2024 : vers une collaboration renforcée

L'Union départementale de la CGT et la Section départementale de la FSU du Calvados ont déjà commencé à travailler ensemble. L'entente est ancienne, les conceptions du syndicalisme partagées et le constat sur les réalités sociales dans notre département identique. Elle a été un élément moteur des derniers mouvements sociaux notamment pour la défense des retraites et de la fonction publique. Dans notre département peut-être plus qu'ailleurs, cette collaboration a permis de dépasser les préjugés et de tisser des liens solides entre les militant·es des deux organisations.

En ce qui concerne la Maison commune, les choses ont pu avancer à grand pas dernièrement. Après deux réunions préparatoires, le Conseil délibératif fédéral départemental de la FSU et la Commission

exécutive de l'UD CGT se sont rencontrés le 21 novembre 2024.

Les discussions ont permis de dégager des pistes concrètes pour renforcer la collaboration entre les deux organisations, tout en tenant compte de leurs spécificités.

Les propositions incluent l'organisation de formations syndicales communes (VSS, écologie, fonction publique), la mutualisation des publications (ex. Courrier de l'UD 14 et Le Pour FSU 14) pour renforcer l'unité notamment face à la montée de l'extrême droite. Des listes communes aux élections professionnelles là où c'est possible et pertinent ont aussi été évoquées, de même que l'organisation de moments conviviaux comme une fête syndicale commune.

Les débats ont souligné les différences de structuration entre

la FSU (fédération de syndicats nationaux) et la CGT (structurée autour des UL/UD), ainsi que les défis pratiques, notamment pour les élections professionnelles. L'idée d'une "maison commune" est largement soutenue, mais nécessite de lever les craintes et de gagner l'adhésion des militant·es. Les retraité·es doivent également être intégrés dans les réflexions.

Les participant·es ont souligné l'urgence de l'unité face aux défis politiques et sociaux actuels. Malgré des divergences structurelles et historiques, les points d'accord l'emportent largement. Les prochaines étapes incluent l'organisation de réunions régulières (3 à 4 par an) et la mise en œuvre de projets concrets pour consolider ce rapprochement.

Préparation de rentrée 2025 dans les collèges et lycées du Calvados : toujours plus de coupes !

Si la nouvelle ministre Borne a bien annoncé le gel des 4000 suppressions d'emploi sous la pression des mobilisations de décembre, cela reste invisible dans l'académie de Normandie qui continue de dérouler le rouleau compresseur : 137 postes supprimés, dont 35 dans les collèges du Calvados et 10 dans les lycées de notre département.

Dans les lycées, le refrain est connu : restriction et dégradation des conditions d'enseignement (options sur la sellette, groupes à effectif réduit devenant extensibles), et recours sans cesse accru aux heures supplémentaires, allant souvent bien au-delà des 2

heures imposables. Ces conditions de travail sans cesse dégradées maintiennent les personnels sous tension, dans un contexte où la souffrance au travail, mise en évidence avec persévérance par la FSU en dépit de la négligence de ces sujets par le rectorat, est dorénavant identifiée comme un problème de santé publique majeur de nos professions.

Dans les collèges, les 35 suppressions d'emplois ne se contentent pas d'accompagner une certaine baisse démographique, actant ainsi le maintien des effectifs surchargés de nos classes, pourtant les plus élevés d'Europe. En effet, d'autres retraits de

moyens s'opéreront par la réduction de la marge complémentaire, touchant prioritairement les collèges accueillant les moins favorisés de nos élèves. Ainsi, le collège Dunois perd 5h, le collège Mandela 6h, le collège Lottin de Laval 7h, le collège Guillaume de Normandie 9h... La FSU a dénoncé en instance ce retrait de moyens aveugle que la DASEN a pourtant osé qualifier d'équitable.

La section départementale du SNES-FSU accompagnera les délégations d'établissement dans les demandes d'audience qui seront formulées à l'inspection académique.

Bertrand Buffetti



La FSU défend toutes celles et ceux qui font le service public

21 organisations syndicales et 200 000 adhérent.es uni.es pour peser ensemble !

Rejoignez-nous en adhérant directement auprès du syndicat FSU qui défend votre métier et votre secteur d'activité.

Vague de suicides sans précédent dans l'académie de Normandie.

En sept mois, depuis juin 2024, l'académie de Normandie a enregistré le triste record de neuf suicides de collègues et trois tentatives de suicide.

Malgré les nombreuses alertes de la FSU et de l'ensemble des organisations syndicales depuis le mois d'octobre, la rectrice s'est obstinée à minimiser les chiffres et les faits. Enquêtes de la formation spécialisée en santé sécurité au travail refusées, demande de réunion de la formation spécialisée extraordinaire consacrée à la prévention du risque suicidaire restée lettre morte... Il faudra que la FSU alerte la presse locale et nationale et saisisse l'inspection du travail pour qu'enfin la rectrice sorte de son mutisme.

Comme elle l'a toujours fait, et en dépit des pressions, la FSU continuera à lutter pour prévenir la souffrance des personnels et assurer à tous et toutes des conditions de travail descentes. Il n'est plus possible que le travail tue !

Aude Gautier

#GrèveFéministe le 8 mars.

Le 8 mars, Journée internationale des droits des femmes, trouve ses racines dans les mouvements ouvriers et suffragistes du début du XXe siècle, notamment avec la première Journée nationale des femmes aux États-Unis en 1909 et la proposition de Clara Zetkin en 1910 lors de la Conférence internationale des femmes socialistes, avant d'être officialisée par l'ONU en 1977.

Dans un contexte de montée des extrêmes droites, de politiques libérales autoritaires et de crises multiples, cette journée en 2025 revêt une importance particulière.

En France, les organisations appelantes s'opposent à l'extrême droite, aux propos racistes du gouvernement et aux attaques contre les droits des migrant·es. Il exige la régularisation des sans-papiers, le maintien du droit du sol et la préservation de l'Aide Médicale d'État.

Les inégalités salariales (27 % d'écart), la précarité et les réformes néolibérales touchent particulièrement les femmes. Les organisations réclament une revalorisation des métiers féminisés, l'interdiction du temps partiel imposé, la réduction du temps de travail et l'abrogation de la réforme des



retraites.

Le démantèlement des services publics pénalise doublement les femmes, qui doivent compenser les manques dans la petite enfance et la dépendance. Une répartition équitable des tâches domestiques et un service public national de l'autonomie sont exigés.

Malgré l'inscription de l'IVG dans la Constitution, son accès reste difficile. Les droits des personnes LGBTQIA+ sont menacés par des offensives réactionnaires. Le mouvement exige une loi-cadre contre les violences sexistes et sexuelles, ainsi que des moyens financiers adéquats.

Face à la progression du sexisme chez les jeunes, l'éducation à la vie affective, relation-

nelle et sexuelle (EVARS) est réclamée pour déconstruire les stéréotypes et promouvoir l'égalité.

Solidaires des femmes afghanes, iraniennes, palestiniennes, soudanaises, kurdes, ukrainiennes et autres confrontées à des régimes oppressifs, des guerres et des crises humanitaires, les organisations dénoncent également les impacts du changement climatique et les politiques productivistes qui exacerbent les inégalités.

Le 8 mars, les femmes du monde entier font grève du travail, des tâches domestiques et de la consommation pour rappeler que sans elles, tout s'arrête. Rejoignez la mobilisation pour construire un avenir juste, égalitaire et solidaire.

Samedi 8 mars à Caen, RDV à :

- ▶ 15h00 devant Monoprix, en soutien aux femmes palestiniennes avec la Vigie des Femmes en noir
- ▶ 16h00 Place Bouchard, diffusion de tracts dans les rues et les commerces
- ▶ 18h30 Place Saint Sauveur, départ de la manifestation

EVARS : Une bataille de la FSU pour une éducation émancipatrice

Le programme d'éducation à la vie affective, relationnelle et à la sexualité de la maternelle à la Terminale a été adopté à l'unanimité le jeudi 30 janvier 2025 au CSE après 10 h de débats. Il est paru au JO le 6 février pour une entrée en vigueur à la rentrée 2025. Ce programme, attendu depuis 2023, a fait l'objet de polémiques et d'attaques, notamment de la droite conservatrice et de l'extrême droite. C'est une véritable bataille qui a été menée pied à pied par toute la FSU et le SNES-FSU, 29 amendements ont été repris sur les 50 présentés par la FSU : réintégration des termes « hétérosexualité » et « homosexualité », mention explicite des violences sexistes et sexuelles, maintien de l'identité de genre dans le programme du collège,...

Ce vote unanime en faveur du programme amendé est une victoire, mais la vigilance reste de mise. L'enjeu n'est pas seulement d'adopter un texte, mais de garantir sa mise en œuvre effective. La FSU insiste sur la nécessité d'une formation solide des personnels et d'un accompagnement clair, tant pour assurer la bonne transmission du programme que pour protéger les personnels des attaques réactionnaires qui se multiplient.

La FSU défend une éducation inclusive et émancipatrice. Éduquer et former les jeunes est un levier essentiel pour que les violences qui leur sont infligées soient évitées.

Magali Gouju - Secteur CPE

Un monde embruni par la xénophobie, le racisme, le sexisme, le masculinisme

La situation politique de la France, de l'Europe et du monde montre une forte poussée des partis et idées d'extrême droite. Les victoires électorales de Millei ou de Trump, les gouvernements d'Orban ou de Meloni, la popularité de Netanyahu et de Modi, les progrès du RN, de l'AFD ou de Vox dessinent un monde embruni par la xénophobie, le racisme, le sexisme, le masculinisme.

Les capitalistes en sont les premiers responsables. D'Elon Musk à Bernard Arnault, partout c'est le choix du patronat, aidé par son empire médiatique, qui a remis en selle les réactionnaires. Leurs positions de plus en plus décomplexées ont dissipé le nuage du "progressisme libéral" longtemps associé aux puissants, forcément humanistes. Les dominants ne s'en cachent plus. La collusion entre grands patrons et politiciens d'extrême droite est de plus en plus assumée : Bernard Arnault fait partie des milliardaires adoubant Trump, Bardella soutient son chantage économique et fiscal, Bolloré et C8 sont soutenus par Retailleau et Le Pen face au Conseil d'Etat rejetant leur recours.

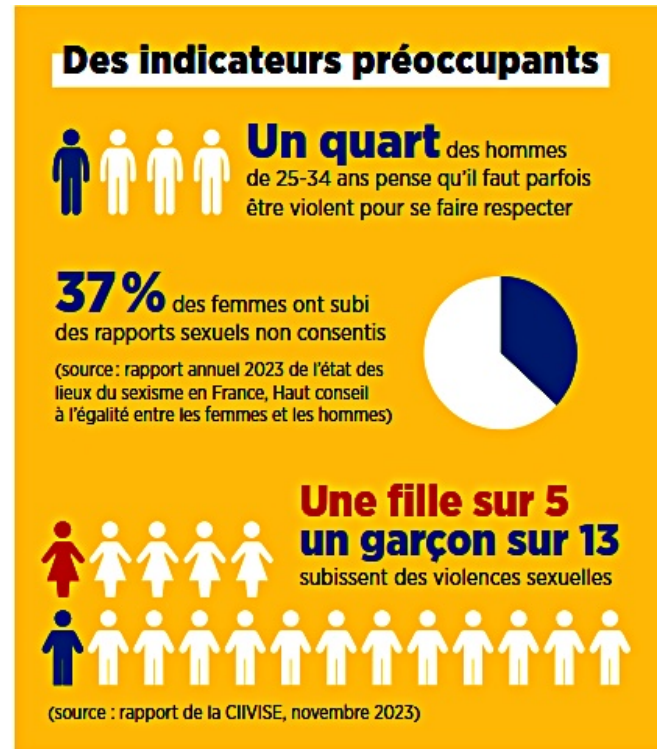
En France, le front républicain a fait long feu. S'il a empêché Bardella de devenir premier ministre, il n'a pas empêché la formation d'un gouvernement qui en présente les couleurs. Il devient difficile de faire une

nette différence entre un Retailleau ou un Darmanin et une Le Pen ou un Bardella. Sur la plupart des sujets, ils partagent une même analyse, une même politique : l'opposition aux minorités discriminées, l'obsession migratoire, le soutien au grand patronat et plus généralement à ceux qui dominent, le désintérêt pour la préservation du climat et de l'environnement.

Partout, les actes et violences fascistes se multiplient : agressions racistes ou politiques, déclarations, saluts nazis... Streetpress a notamment recensé plus de 320 groupes d'extrême droite actifs dans 130 villes françaises. Ceci n'empêche pas, bien au contraire, le ministre de l'intérieur Retailleau d'agiter le spectre de "l'ultragauche", sans un mot pour les victimes de l'extrême droite violente.

Cet ordre réactionnaire qui voit les droites dites traditionnelles se déplacer vers les extrêmes droites n'est pas un isolat dans l'histoire contemporaine. Il n'est pas non plus un déluge irrésistible. Plus que jamais, il faut sortir de la sidération et du fatalisme face à une si brune déferlante. La défaite électorale puis l'inculpation de Bolsonaro au Brésil doit nous rassurer. Les manifestations massives contre l'extrême droite en Allemagne doivent nous inspirer.

Ivan Ygouf



Caroline Chevé,

nouvelle Secrétaire générale de la FSU



Caroline Chevé succède à Benoît Teste comme Secrétaire générale de notre fédération. Benoît Teste n'a pas souhaité après 6 ans renouveler son mandat à la tête de la FSU. Ovationné par les congressistes à Rennes, Benoît a incarné une FSU engagée dans toutes les luttes au quotidien au service d'un projet de société alternatif à la pente néo-libérale à l'œuvre actuellement.

Caroline Chevé, militante au Snes-FSU d'Aix-Marseille, était jusqu'à présent la Secrétaire départementale de la FSU des Bouches du Rhône. Lors de son discours de clôture du congrès Caroline a été offensive sur la défense des personnels, la lutte contre l'extrême droite et la nécessité d'avancer sur le nouvel outil syndical et la maison commune.



Vers une union renforcée : la CGT et la FSU bâtissent une "maison commune" du syndicalisme de transformation sociale



Le 11e congrès de la FSU, en février 2025 à Rennes, a acté une avancée majeure : la construction d'une "maison commune du syndicalisme de lutte et de transformation sociale" avec la CGT. Depuis 2009, la CGT et la FSU explorent des pistes de collaboration. Ce processus a pris un nouvel élan grâce à l'engagement conjoint de la CGT et de la FSU. Si la CGT s'est prononcée favorablement lors de son dernier congrès confédéral en février 2023, la FSU devait se prononcer à son tour.

A l'issue du congrès, la FSU s'est dotée d'un mandat clair issu d'une synthèse après des discussions nourries où des réticences et interrogations ont été exprimées. La FSU se prononce pour une "maison commune du syndicalisme de lutte et de transformation sociale". Ce nouvel outil, pensé pour s'adapter aux réalités locales et sectorielles, vise à renforcer l'unité des forces syndicales tout en préservant l'autonomie et les spécificités de chaque organisation.

Sophie Binet, Secrétaire générale de la CGT a été invitée à intervenir spécifiquement sur cette question avec Benoît Teste. Un moment fort, où les congressistes ont pu manifester la volonté d'unité par des applaudissements nourris. "Je suis convaincu qu'entre nos deux organisations, beaucoup de choses peuvent se jouer dans la capacité du syndicalisme de

transformation sociale à s'unir" a ainsi déclaré Benoît Teste.

Ce projet se veut résolument démocratique et ancré dans les réalités de terrain. "L'unité doit se construire par en bas, par les territoires et par les professions", a insisté Sophie Binet.

Le chemin vers l'unité reste semé d'embûches, mais les deux organisations sont déterminées à avancer. "L'unité est un chemin qui peut être long et difficile, mais c'est toujours plus facile de se diviser que de s'unir", a souligné Benoît Teste. L'objectif n'est pas une simple addition de forces, mais bien de créer une dynamique nouvelle, où "1+1=3", pour reprendre les mots de Sophie Binet. Un défi exigeant, mais essentiel pour peser face aux défis actuels.

La FSU est attachée à son pluralisme et ses tendances, tandis que la CGT défend son fédéralisme et l'autonomie de ses structures. "On peut faire du neuf tout en gardant la force des organisations existantes", a expliqué Benoît Teste. La "maison commune" n'est pas réservée à la CGT et à la FSU. Benoît Teste a lancé un appel clair à Solidaires : "La porte est ouverte". Ce projet vise à rassembler l'ensemble du syndicalisme de transformation sociale.

La montée de l'extrême droite et les défis actuels pour la démocratie et le syndicalisme donnent une urgence particulière à ce projet. Sophie Binet a rappelé que "la démocratie est mortelle, le syndicalisme aussi", en évoquant les leçons de l'histoire, comme le Front populaire ou la Résistance. Pour elle, l'unité syndicale est une condition essentielle pour faire face aux menaces actuelles.

Ce rapprochement est une opportunité historique pour renforcer le syndicalisme de lutte et de transformation sociale, dans un contexte où l'unité est plus que jamais nécessaire. La Section départementale du Calvados s'y engage pleinement.